

Direction de la Jeunesse, de l'Éducation, de la Culture et des Sports

ACTES DU COLLOQUE :

« NEUJ PRO 2014 – 13^{èmes} Rencontres Nationales des Professionnels et Elus de la Jeunesse »

TABLE RONDE 3

Apprendre à entreprendre et entreprendre pour apprendre

Intervenants :

Marie CARREAUD, dirigeante de la SARL 304 Conseils

Christine ROUSSAT, maître de conférences à l'institut universitaire de technologie d'Allier

Charlotte GAILLARD, déléguée régionale pôle sud-est de l'association 100 000 entrepreneurs

Ludovic LE GOFF, élu à la CCI de l'Essonne, référent sur l'action sensibilisation des jeunes à la création, fondateur et président de la société ADN (activités, découverte et nature)

Animatrice :

Angélica TRINDADE-CHADEAU, chargée d'études et de recherche insertion professionnelle des jeunes à l'institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP)

Angélica Trindade-Chadeau, chargée d'études et de recherche insertion professionnelle des jeunes à l'institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP) : Je suis Angélica Trindade-Chadeau. Je vais avoir la lourde tâche de maîtriser le temps de nos intervenants pour que vous puissiez prendre la parole ensuite. Je travaille à l'INJEP, l'institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire. Depuis un certain nombre d'années, je m'intéresse aux questions d'entrepreneuriat. Nous allons avoir quatre intervenants : Marie Carreaud, Christine Roussat, Charlotte Gaillard et Ludovic Le Goff. Ils se présenteront eux-mêmes et parleront de l'entrepreneuriat avec leur expertise. Le sujet de cette table ronde est : Apprendre à entreprendre et entreprendre pour apprendre. Vous aussi avez votre opinion et des commentaires sur cette question. On est là pour échanger à partir d'expériences très différentes, Marie a créé son activité, à partir de l'expérience de l'enseignement supérieur ou d'association qui est dans un réseau plus large d'entrepreneurs, de l'expérience d'une CCI. Les quatre interventions de dix à quinze minutes chacune vont se suivre pour avoir au moins une heure d'échange avec la salle. Chacun va apporter une vision, une philosophie de l'entrepreneuriat qui lui est propre en fonction de son parcours. Comment Marie est-elle arrivée à l'entrepreneuriat ? Avez-vous appris à entreprendre ? Êtes-vous allée en formation pour entreprendre ? Vous avez créé votre activité avant l'âge de 30 ans. Y a-t-il un déclic ?

Marie Carreaud, dirigeante de la SARL 304 Conseils : Bonjour à tous. Mon parcours est très ordinaire. J'ai passé un bac avec une filière envers et contre tous, c'est-à-dire une filière technologique quand le monde enseignant m'expliquait qu'il fallait que je reste dans une filière traditionnelle classique littéraire. Une première confrontation de point de vue qui a été extrêmement compliquée. Ça a continué pendant les quinze années qui ont suivi. Le mur ne montait pas droit dès le début et ça continue. J'ai voulu faire un BTS action et communication commerciales qui était l'ancien BTS action et communication publicitaires. Je suis arrivée à l'année de transition. Les enseignants n'avaient pas eu le temps de changer le contenu des cours et on a continué sur les mêmes choses. Au bout de quelque temps, j'ai demandé comment je ferai sur le marché du travail avec un diplôme dont je n'aurais pas eu les contenus de cours. Je suis partie. La rentrée universitaire était terminée. J'avais la possibilité d'entrer dans une chaîne de fast-food pour avoir un salaire avec le risque de ne plus en sortir parce que je me

serais habituée à avoir un salaire. A cette époque, existaient les circuits passerelles dispensés par les consulaires et par Sup de co. J'habitais à La Rochelle. C'était Sup de co La Rochelle. J'étais attachée de presse pour les Francofolies. Quand on est attachée de presse aux Francofolies à 19 ans, le monde peut s'écrouler, tout va très bien. On m'a proposé un poste à durée indéterminée au festival. Et comme j'étais un peu frileuse de nature, j'ai passé les équivalents de concours d'entrée en DUT. Dilemme à 19 ans entre s'éclater dans un festival de musique ou retourner à l'école pour marquer des lignes sur votre CV. Et pour suivre un bon modèle judéo-chrétien très classique, j'ai mis une ligne sur mon CV. Je me suis enquinée pendant deux ans. J'ai arrêté au bout de deux ans au moment où la réforme LMD n'existait pas encore. On commençait à me dire qu'un bac + 2 ne suffirait pas. J'ai arrêté quand même parce que je ne comprenais pas ce qu'on était en train de me dire et que j'étais dans une vision à très courte échéance. J'avais 20 ans et ne voyais pas plus loin que mes 21 ans. Un job d'été s'est transformé en contrat à durée déterminée, peut-être renouvelé cinq fois. En parallèle, j'ai postulé par hasard dans un établissement public que je ne connaissais pas. Ça a fait le bonheur de mes parents qui se sont dit : enfin on l'a posée quelque part et elle va pouvoir y rester pendant 40 ans. J'ai fait plaisir à mes parents. J'ai été titularisée. Tout s'est très bien passé. J'ai été responsable départementale de la communication dans le service d'incendie et de secours des Deux-Sèvres. C'est l'administration des sapeurs-pompiers qui fonctionne dans les départements, le SDIS. J'y suis restée sept ans. Je me suis régaler. J'ai appris avec des gens extraordinaires qui avaient une vision sublime du métier et de ce qu'on pouvait en faire. J'ai beaucoup appris en formation continue. Je suis passée de responsable départementale de la communication à responsable départementale de la mise en œuvre de la stratégie de développement sur la mise en place d'un système de management qualité hygiène et sécurité. C'est un système de management intégré par rapport à un référentiel européen FQM qui a l'intelligence de se dire qu'il existe plein de normes au monde certificatives très compliquées et de demander comment y puiser des trucs pertinents pour améliorer nos structures sans avoir le poids normatif. Je me suis régaler presque pendant sept ans. Cet établissement est très humano-dépendant et mon directeur a décidé de partir et avec lui partait toute cette ambition-là. Après avoir constaté que j'étais mise dans un bureau pour faire des fiches et des plaquettes, j'ai bien fait quelques centaines de communiqués de presse par an mais ça ne me remplissait pas, j'ai eu la chance de rencontrer mon pompier de mari qui a souhaité partir. Il avait une mobilité départementale de fait. On nous a proposé le Cantal. Je suis rochelaise pure souche, mon mari est bourguignon pure souche. On ne savait pas où on allait. On a refusé parce qu'on ne peut pas tout quitter pour le Cantal. Force est de constater que les choses étaient en train de mûrir clairement dans notre tête et qu'il fallait qu'on pose nos valises ailleurs. Une bonne année et demie plus tard, le téléphone a sonné à nouveau. C'était de nouveau le Cantal et c'était une opportunité extraordinaire pour mon mari. J'ai pris une disponibilité de la fonction publique. Je viens de finir un roman dans lequel je m'amuse de la fonction publique. Je dis dedans : « la fonction publique a juste oublié qu'à un moment donné on a envie de la quitter ». Ça a été le grand drame de cette transition-là de devoir quitter la fonction publique. Je suis partie avec rien. J'ai tout découvert : Pôle emploi etc. Il n'y avait rien pour moi donc j'ai continué de découvrir. Question existentielle : maintenant que tu t'es passée de 1 500 euros par mois comment fais-tu ? Fallait-il chercher à retrouver mon statut ? Ou veux-tu faire ton métier ? Je me suis dit que j'allais récupérer mon statut. J'ai fait une formation de secrétariat de mairie. Sans faire de caricature, secrétariat de mairie plus le Cantal, ce n'était pas possible. J'ai vite laissé tomber en constatant qu'il n'y avait pas de solution qui me correspondait. En effet, je ne sais rien faire. Je ne voulais pas reprendre d'études parce que je m'y suis ennuyée à 20 ans, alors à presque 30 je vais en encore plus m'ennuyer. J'y suis allée un peu au culot. Comme j'avais des réflexes, j'ai écrit aux trois seules collectivités du département en leur expliquant ce que je savais faire. La communauté d'agglo m'a répondu : bienvenue dans le Cantal. La ville préfecture ne m'a jamais répondu. Le Département m'a répondu qu'on allait me faire recevoir par le cabinet du président. Cela facilite la découverte du département et permet d'ouvrir des portes. Plein de structures sont là pour vous garder parce que vous êtes arrivée dans le Cantal. Vous ne vous en rendez pas compte, mais pour eux c'est une richesse importante. Donc ils vont tout faire pour que vous restiez. C'est un luxe dans mon cheminement parce que ça m'a ouvert plein de petites portes que je n'aurais pas poussées toute seule, notamment les consulaires qui m'ont dit d'essayer une formation pour m'installer à mon compte. Ça ne me parlait pas. Je ne connaissais pas tous les codes. Les rares cours de gestion que j'avais suivis m'effrayaient. J'ai fait cette formation. Tout est une histoire de rencontres et d'opportunités. Un intervenant m'a poussé jusqu'au dernier jour et m'a demandé de présenter mon projet. J'ai répondu que je n'avais pas de projet. Il a poussé jusqu'au bout pour que je garde la liste des choses. Je suis sortie tétanisée en demandant à mon mari de repartir ailleurs. Le lendemain matin, je me suis demandé comment je fonctionnais par rapport à cette question. J'étais juste pétrie d'angoisse de ne pas y arriver.

J'ai fait une comparaison bienvenue ou pas. Je me suis dit que je ne m'étais pas mariée avec mon premier amour. Et que c'était plus important que ma vie professionnelle. Ce n'était pas bien grave si je me plantais en montant ma propre entreprise. Avec ce postulat, j'ai commencé à cheminer et j'ai eu des tonnes de difficultés. Quand vous rencontrez quelqu'un de bien ça coule tout seul et quand vous rencontrez un fonctionnaire parfois ça ne coule pas tout seul. Ça n'a pas été simple d'autant moins que je voulais monter une structure qui reprenne mes compétences socle qui sont de l'accompagnement d'entreprises en stratégie de développement. Les chefs d'entreprise ont 1 500 idées mais n'ont pas les moyens, le temps, la ressource de les développer. Il s'agit de dénicher comment optimiser leur fonctionnement pour qu'ils mettent en place certaines de leurs idées et comment travailler sur l'aide à la décision. Dans le Cantal, cette activité n'existait pas. Quand vous êtes tout seul à en parler, vous êtes tout seul à le promouvoir et à le vulgariser. Les seuls qui prétendaient comprendre étaient les structures d'accompagnement. Ce n'était pas ce qu'elles faisaient, mais c'est comme ça qu'elles l'avaient perçu. Surtout, elles n'avaient pas particulièrement envie que je m'installe. Ça a été une difficulté supplémentaire. Mais quand on a admis que ce n'était pas plus compliqué que sa vie sentimentale, ces difficultés glissent. On avance quand même. On fait de jolies rencontres. A la question d'Angélica : est-ce qu'on apprend à entreprendre ? Oui, c'est ce que j'ai fait. Je suis allée dans les ateliers modulaires de la chambre de commerce regarder un business plan. C'est de la technique. On ne m'a pas appris à entreprendre. Mais on ne m'avait pas appris à être salariée, ni à être fonctionnaire. Ça n'est qu'un statut. Quand on va au-delà de cette appréhension structurelle, ce n'est pas plus simple ni plus compliqué que de se lancer dans une carrière de salarié avec d'autres interactions, d'autres difficultés. C'est en digérant ça que le processus a été plus serein pour moi, pas plus simple mais beaucoup plus serein. C'était mon petit retour d'expérience en accéléré de ces dernières années.

Angélica Trindade-Chadeau, chargée d'études et de recherche insertion professionnelle des jeunes à l'institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP) : Merci Marie. C'est très intéressant parce que votre expérience prend du sens depuis même l'enseignement jusqu'au métier que vous vouliez exercer. Il y a la quête du cadre. Vous avez testé le cadre du salariat, de la fonction publique et c'est dans l'entrepreneuriat que vous vous investissez aujourd'hui. Nous avons fait une enquête récemment à l'INJEP. Lorsqu'on posait la question : comment avez-vous appris à entreprendre, beaucoup répondaient qu'ils n'avaient pas appris à entreprendre, mais qu'ils avaient dû reprendre des cours pour lancer leur activité, se débrouiller avec la gestion. Dans la dizaine de parcours de jeunes créateurs d'activité que nous avons étudiés, il y avait un point commun avec votre expérience qui est cette recherche de sens dans le travail qui commençait bien avant, y compris au moment des études secondaires.

Marie Carraud, dirigeante de la SARL 304 Conseils : On, chacun prendra sa part, fait des erreurs. Je prends beaucoup l'image de la gestion des incompétences. Quand vous êtes confronté à la situation d'être votre propre employeur, vous êtes tout, vous êtes omniscient. Vous vous demandez vraiment ce que vous savez faire et ce que vous ne savez pas faire. Des trucs sont assez spontanés comme la compta. On fait attention parce que si on se trompe ça va nous coûter de l'argent. Il y a des choses qu'on sait déléguer, on sait identifier certaines incompétences. Mais comme on a peur, on va identifier toutes nos incompétences. On sait déceler qu'un tiers de notre énergie est notre cœur d'activité, un tiers sera le rôle administration et finance, la gestion de notre structure et un tiers de prospection, de commercialisation, de communication. Comme on a décelé nos incompétences on va réussir à travailler sur ces points-là pour être le plus performant possible. Malheureusement, quand on est salarié, on se paye le luxe de ne pas faire le tour de toutes nos incompétences. On arrive un peu en terrain conquis en se disant qu'on sait tout faire. Mais si on était dans cette démarche de se demander comment on est, comment on interagit avec les autres, où sont nos incompétences, plein de choses se porteraient beaucoup mieux. On n'est pas habitué à cette démarche d'humilité d'un vrai bilan de compétences et à assumer les incompétences possibles.

Angélica Trindade-Chadeau, chargée d'études et de recherche insertion professionnelle des jeunes à l'institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP) : J'aimerais inviter à la table Christine Roussat. Comment l'enseignement supérieur peut-il aider des jeunes à découvrir l'entrepreneuriat ? Peut-il susciter quelque chose ? Est-ce dans la formation ? Dans des institutions d'enseignement classique ? Comment à travers l'entrepreneuriat peut-on avoir des approches différentes de l'apprentissage ?

Christine Roussat, maître de conférences à l'institut universitaire de technologie d'Allier :
Maintenant que Marie a dit que la formation dans les IUT était nulle, il se trouve que je suis maître de conférences à l'IUT d'Allier ! Elle a dit que les fonctionnaires n'étaient pas top ! Donc je ne sais pas trop comment je vais faire. Quand on m'a sollicitée pour participer à cette table ronde, j'en ai tout de suite transformé le titre en question. En effet, je ne m'étais jamais demandé si on pouvait apprendre à entreprendre. Je suis enseignante chercheuse, je vous l'ai dit. Je n'interviens pas aujourd'hui au titre de mes activités de recherche qui portent sur des choses excessivement éloignées de l'entrepreneuriat. La vision que j'ai de l'entrepreneuriat est pédagogique. Elle est aussi liée à mon propre parcours puisque je collabore à une TPE en dehors de ma fonction première. Marie a fait son récit d'expérience. Moi ce n'est pas mon expérience, c'est mon récit de job, comment je vis l'entrepreneuriat au sein de l'IUT d'Allier. Quand je me suis posé cette question de savoir si on peut apprendre à entreprendre et comment je faisais avec mes collègues pour apprendre à entreprendre, je me suis dit que ce n'était pas la bonne question. Dans apprendre à entreprendre, il y a trois choses. D'abord, la notion de sensibilisation, c'est-à-dire comment on insuffle l'envie d'entreprendre à des jeunes étudiants dans l'enseignement supérieur. Ensuite, il y a quels outils mettre à leur disposition. C'est ce que Marie nous racontait avoir vécu dans un certain nombre de structures d'accompagnement. On apprend à faire des budgets prévisionnels par exemple. Ce n'est pas comme ça qu'on devient entrepreneur à mon avis, mais ça fait partie du jeu. Et est-ce que dans l'enseignement supérieur on peut accompagner le projet de création du jeune ? Je ne prétends pas du tout parler de l'enseignement supérieur sur un plan global. C'est en dehors de mes compétences. Je vais répondre à la question avec un exemple précis. Cet exemple est la licence « Entreprendre en territoire rural » qui est un produit de formation de l'IUT d'Allier à Moulins. Ce n'est pas aussi enclavé que le Cantal, mais c'est quand même un territoire rural. On a créé cette licence il y a sept ans. Elle a la particularité de répondre aux deux visions théoriques de l'entrepreneuriat. Je vous avais dit que je ne ferai pas de théorie. Mais l'entrepreneuriat au sens strict c'est la création de nouvelles activités ou de nouvelles organisations ou de nouvelles entreprises. Dans une acception plus englobante, ça peut être aussi ce que Marie incarne, c'est-à-dire un mode de comportement individuel. On a affaire à quelqu'un de salarié, fonctionnaire ou chef d'entreprise qui va toujours mobiliser cette énergie, toujours composer avec le changement, toujours favoriser la prise d'initiative. C'est bien une licence de management au sens général et on est parti sur ces deux publics. A l'entrée en licence, on recrute aussi bien des jeunes gens qui sont porteurs d'un projet de création/reprise que des jeunes gens porteurs d'une envie de dynamiser un territoire en l'occurrence rural par l'économie, le sport, la culture. Même si ces envies sont différentes, on pratique le même type de pédagogie. Comment insuffler l'envie d'entreprendre ? On est convaincu qu'entreprendre, c'est comprendre comment on fonctionne dans un réseau. On fait la sensibilisation au travers d'un certain nombre de référents modèles. Autour de cette licence, on a construit un ensemble de réseaux, des interactions avec par exemple des TPE, des PME, des entrepreneurs avec lesquels on entretient des relations très étroites. Je peux citer un groupement de PME qui s'appelle « Dynamique économique nord Auvergne » qui fédère 62 PME représentant 3 500 salariés au total avec lesquelles on travaille depuis des années. On travaille beaucoup aussi avec nos collectivités territoriales comme le Conseil général de l'Allier qui m'a demandé intervenir aujourd'hui. On travaille aussi avec les structures que pilotent ces collectivités territoriales, comme le comité d'expansion économique de l'Allier, avec le PIJ de Moulins qui dépend de la ville de Moulins etc. On travaille avec les chambres consulaires. Marie parlait de la CCI. On travaille aussi dans cette licence avec la Chambre des métiers de l'Allier qui a un accord cadre au niveau national avec des départements d'IUT. On travaille avec la Chambre d'agriculture. On travaille aussi avec nos anciens étudiants qui sont très peu nombreux. La licence existe depuis 7 ans. C'est une petite promotion d'une quinzaine de personnes. Ces anciens sont très actifs. Certains sont déjà porteurs de créations d'entreprises ou de projets de reprise et veulent se fédérer en association. On travaille avec des structures d'aide, la mission locale, Pôle emploi. On travaille avec GENI qui est un pré incubateur d'entreprises en économie sociale et solidaire et avec d'autres établissements d'enseignement, avec notre IUT qui fait partie d'un réseau, qui fait partie d'une université qui a un plan entrepreneuriat étudiant qui est l'université Blaise-Pascal. Et on travaille avec des établissements culturels locaux qui ont une vocation bien précise sur laquelle on reviendra tout à l'heure. Ça nous a pris pas mal de temps pour constituer ce réseau. A quoi sert-il ? On sollicite les individus de ces organisations. Ils interviennent très fortement dans notre licence. Ils interviennent pour accueillir les étudiants lors de notre séminaire d'intégration qui consiste en une exploration du territoire de Moulins-communauté par exemple. Ces intervenants font cours comme Marie l'a déjà fait dans des licences professionnelles. Ces intervenants pilotent aussi des modules d'enseignement. On a notamment une jeune femme chef d'entreprise à Moulins qui pilote un module dans lequel elle fait intervenir des consœurs et confrères sur des

problématiques différentes. Ce sont aussi des gens qui participent à nos conseils de perfectionnement qui se réunissent au moins une fois par an pour faire évoluer la pédagogie du programme de formation. Ce sont des entreprises ou des organisations porteuses de projets de stage, de projets tutorés, qui nous donnent des offres d'emploi. Toutes ces modalités d'intervention ne sont pas figées. Toute suggestion d'un des partenaires du réseau génère en général une nouvelle modalité d'intervention qu'on peut mettre en place très vite. Ces interventions sont porteuses de beaucoup de valeur ajoutée pour les étudiants. Ils y voient une exemplarité très positive. Ces gens, au-delà des difficultés rencontrées, sont très contents de leur parcours et très disposés à le valoriser. Ce sont aussi des illustrations concrètes de ce qui est important. Ces gens transmettent aussi beaucoup de valeurs liées à l'accomplissement de soi, à la dynamisation personnelle. Ces gens offrent à nos étudiants des mises en situation au travers de travaux concrets. On essaie de faire comprendre aux étudiants l'importance d'un réseau pour se fonder sur des expériences réciproques. C'est bien d'attendre des choses des acteurs locaux. C'est bien aussi qu'on leur rende des choses. On contribue à leurs projets. Quand un étudiant part en stage quatre mois, s'il est bien coaché par l'université et par l'entreprise, il fait avancer le projet de l'entreprise. C'est la moindre des choses. On a des étudiants qui viennent à Moulins de toute la France qui ont dû chercher où était Moulins sur la carte. Pour certains, ils veulent rester, ce qui est déjà une bonne nouvelle. Mais surtout, on leur donne une vision très positive du territoire qui n'est pas idyllique mais faite par des gens porteurs de projets et d'enthousiasme. Ils deviennent des acteurs de la communication du territoire d'une manière très forte et très ressentie par nos collectivités territoriales. C'est un gisement de forces vives pour les acteurs du territoire qui voudraient embaucher. Cette sensibilisation, ce qu'on fait en matière d'exemplarité et pour montrer de manière positive ces carrières qu'on peut impulser en entreprises ou en entrepreneuriat pur est le point le plus important de la formation. C'est ce qui la distingue d'une autre licence professionnelle en gestion. Il y en a 1 200 en France. Ensuite, il faut enseigner. Quel type de compétences, quels outils allons-nous mettre à la disposition de ces jeunes venus chercher de l'accompagnement à un projet ? De manière assez classique, on a un socle d'enseignement qui part de connaissances générales qui sont la marque universitaire dans la formation. Dans IUT, il y a technologie et université. Sur la manière dont on conçoit l'enseignement, ça a un impact fort et positif. En connaissances générales, on va faire faire à ces jeunes gens du droit, de la politique générale d'entreprise. On va tenter par des approches théoriques de les amener à manier une pensée complexe. Dans la fonction d'entrepreneur, il y a ce côté chef d'orchestre, ce côté repérage des zones de compétences et d'incompétences. Il faut arriver à fonctionner dans un environnement complexe avec des problématiques qui le sont tout autant. C'est ce qu'on essaye de leur apprendre. Il y a des apprentissages en sciences de gestion comme développer un tableau de bord de gestion, faire un budget prévisionnel, faire un plan d'action commerciale qui sont très typiques de cet enseignement-là. Puis il y a des approfondissements spécifiques liés à la TPE, à la particularité des territoires ruraux, à la procédure de création d'entreprise le tout dans une pédagogie active très en phase avec la pédagogie qu'on retrouve dans la plupart des formations entrepreneuriales. C'est une pédagogie qui fait la part belle aux mises en situation, à la recherche de créativité, à la formation par l'action et au travail de groupe en essayant de familiariser le plus possible les étudiants aux outils collaboratifs qui sont utiles à l'entrepreneur, mais qui sont surtout fondamentaux quand on choisit de travailler dans un territoire rural. On a besoin d'être maillé avec le reste du monde pour progresser. Il reste à voir comment on accompagne le projet de l'étudiant. On a parlé des nombreux organismes qui existent, même à Moulins comme l'espace jeunes créateurs par exemple. On ne se substitue pas du tout à leur formation. Nous ne considérons pas que nous sommes là pour formaliser le projet avant le jeune puisque d'autres organismes existent et qu'ils le font parfaitement bien. On sert de relais pour ces organismes. Notre intervention est bien en amont de cet accompagnement du projet puisqu'on a un an devant nous avant que le jeune ne quitte l'université pour intégrer la vie active. On leur demande au départ de formaliser une intention professionnelle, c'est-à-dire de nous expliquer de manière très universitaire par écrit, même si on a vu dans l'entretien de sélection pourquoi ils sont là, quel est leur parcours, leurs engagements personnels, associatifs, leur culture familiale qui éclairent leur projet à la sortie de cette formation. Ensuite charge à nous de personnaliser tout ce que l'on peut. Ça peut aller des exemples que l'on va traiter dans nos cours à leur affectation dans les projets tutorés. Le projet tutoré est très classique en IUT. Les étudiants s'insèrent en équipe dans des projets pendant six mois confiés par des donneurs d'ordre à la structure. Je fais les affectations en projet tutorés en fonction de l'intention professionnelle du jeune. Je fais attention à ce que le projet tutoré permette au jeune de nouer des contacts qui lui seront utiles, soit de travailler des compétences qui peuvent lui être nécessaires selon ce qu'il a choisi de faire. On individualise les outils et la démarche de recherche, de réalisation et de valorisation du stage pour accompagner de manière personnalisée. Ça paraît abstrait

mais pour nous c'est passionnant. On est en plein dedans puisque les jeunes gens sont rentrés le 1^{er} septembre. Il y a quinze jours de séminaire d'intégration et de découverte du territoire. On a un jeune titulaire d'un BTS assistant de gestion PME/PMI qui veut créer une auto-école. On a un autre garçon qui a un BTS dynamique d'aménagement des territoires ruraux qui veut travailler sur l'agriculture biologique en circuits courts. On a une jeune fille qui a un DUT techniques de commercialisation qui voudrait être responsable administrative et financière dans une PME de travaux publics. On a une jeune fille qui a un DUT génie biologique qui veut reprendre et développer l'élevage équin de ses parents. Etc. A chaque fois, c'est pour nous un défi très stimulant parce qu'on découvre de nouveaux secteurs d'activité chaque année. On est obligé d'investiguer la logique de ces activités pour comprendre comment ils fonctionnent pour aider les jeunes au mieux à trouver le point central de l'accompagnement personnalisé et de trouver un stage qui s'inscrit dans la logique de projet. Bien que leurs projets puissent être plus ou moins évidents, on y arrive dans une très large majorité de cas, notamment si le jeune a la motivation suffisante, on arrive très facilement à l'accompagner pour trouver un stage qui corresponde parfaitement au type de compétences ou de secteur dans lesquels il veut s'insérer. Voilà notre pédagogie pour accompagner cette envie d'entreprendre, cette vision positive de la dynamique économique et d'entreprise dans un état d'esprit et avec des mots clefs qui reflètent bien la manière dont on conçoit le programme. La cohérence d'abord. On a constitué un collectif d'enseignants. Nous avons tous ce type de valeurs, de projets, de parcours personnels. Nous avons tous un engagement associatif très fort et soit un boulot dans le privé à côté, soit des activités de recherche. On est tous dans cette logique de fonctionnement en mode projet. On essaye d'être très bienveillants. Si un jeune vient me dire qu'il veut créer une auto-école, je respecte son projet même si ce n'est pas mon rêve à moi. Je suis bienveillante. On essaye d'accompagner au mieux les projets quels qu'ils soient. On essaye aussi d'engager la confiance. Il est fondamental que le jeune ait confiance en lui et en nous. Nous essayons de faire preuve de rigueur, de travailler dans des valeurs d'éthique et de partage parce que la concurrence peut être saine, parce que la rentabilité d'une entreprise peut être un objectif honorable et parce que tout ça peut se faire dans le respect des personnes. C'est ce qu'on essaye de leur inculquer. On essaye aussi de beaucoup travailler sur leur curiosité. On a le sentiment qu'essayer de voir les choses, de voir ce que font les autres, de voir ce qui se fait sur le plan culturel, de voir comment le monde avance c'est important. On fait des sorties culturelles, des partenariats avec les établissements culturels ou récréatifs locaux. On essaye de les ouvrir sur le monde. C'est prétentieux, mais c'est l'objectif de l'université. C'est ce qui me passionne. C'est ce qu'on essaye de faire. Merci.

Angélica Trindade-Chadeau, chargée d'études et de recherche insertion professionnelle des jeunes à l'institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP) : Merci beaucoup Christine. Il est important de signaler que la formation a été pionnière par rapport à ce qui se passe dans l'enseignement supérieur. Depuis 2011, il y a une politique très forte de soutien à l'entrepreneuriat des étudiants en France. Ça a été initié en 2011 avec les pôles entrepreneuriat étudiant qui sont devenus en 2013 les pôles étudiants pour l'innovation, le transfert et l'entrepreneuriat, PEPITE. Il y en a plusieurs aujourd'hui en France. Ils essayent de développer tous ces éléments que Christine vient d'expliquer, comment développer l'esprit d'entreprendre parce que ce n'est pas seulement la création d'une entreprise finale, c'est l'esprit d'entreprendre au sens large. Vous avez parlé de l'importance du réseau local notamment dans les territoires ruraux. Je vais laisser la place à Charlotte Gaillard pour nous expliquer comment l'association 100 000 entrepreneurs arrive à travailler sur le local et à apporter une contribution à cette notion de réseau, comment le développer et dans une démarche pédagogique innovante.

Charlotte Gaillard, déléguée régionale pôle sud-est de l'association 100 000 entrepreneurs : Bonjour à tous. Merci de me donner la parole. Je suis Charlotte Gaillard. Je représente l'association 100 000 entrepreneurs qui est une association d'intérêt général qui a pour but de transmettre la culture et l'envie d'entreprendre aux jeunes de 13 à 25 ans. On s'est dit que le meilleur moyen de donner le goût d'entreprendre était de permettre aux élèves d'écouter un entrepreneur raconter son aventure entrepreneuriale. C'est pourquoi je suis contente de passer après Marie parce que c'est exactement ce qu'on propose. On propose à des entrepreneurs d'aller à la rencontre des élèves dans leur classe et d'échanger avec eux sur leur parcours comme tu l'as fait. L'objectif de ces rencontres est de favoriser l'esprit d'initiative des élèves, leur redonner des perspectives professionnelles, réhabiliter l'entreprise par la voix des entrepreneurs. La seule différence est qu'on souhaite que ce soit vraiment un échange entre l'entrepreneur et la classe. On a développé une méthodologie particulière validée par le ministère de l'Education nationale. En effet, on travaille en partenariat avec le ministère de l'Education

nationale et les académies. L'intervention est basée sur un jeu de questions-réponses. On propose à l'entrepreneur une série de questions qu'il pose aux élèves pour les faire réfléchir à ce que signifie entreprendre, être entrepreneur, aux qualités pour entreprendre, au fonctionnement d'une entreprise, à l'intérêt des matières qu'ils sont en train d'apprendre. Tu le dis Marie, les élèves ne trouvent pas de sens à ce qu'ils sont en train d'apprendre. On essaye de leur donner du sens, de mettre tout ça en perspective. Un échange s'instaure autour du parcours de l'entrepreneur entre les élèves et lui. Entreprendre paraît être assez loin aux élèves. L'acte d'entreprendre est mystérieux. Ils ne comprennent pas bien comment un jour on se lève avec une idée. Comment cette idée entrepreneuriale arrive-t-elle ? Ensuite, est-on en capacité de ? Je vous propose de vous présenter un petit film qui illustre bien ces échanges.

(projection du film)

Charlotte Gaillard, déléguée régionale pôle sud-est de l'association 100 000 entrepreneurs : Notre idée est la sensibilisation. On est en tout début de chaîne, avant vous Christine. On est là pour dire aux élèves qu'ils ont des savoir-faire, des talents, un projet. On cherche à valoriser l'esprit d'entreprendre au sens large. On ne parle pas du chef d'entreprise au sens strict à savoir le créateur ou le repreneur. Il y a des commerçants, des artisans qui sont pour nous des intra-preneurs, c'est-à-dire ce qui portent leur projet au sein d'une entreprise. Ils sont là pour révéler chez les élèves leur talent, leur envie et pour leur dire qu'ils peuvent en faire un projet professionnel. Tout le monde ne devient pas entrepreneur. Tout le monde peut porter un projet qui lui ressemble. C'est le message qu'on délivre aux élèves. On veut être inspirant. On pense chez 100 000 entrepreneurs que la vie est faite de rencontres et on espère susciter ce genre de rencontres.

Angélica Trindade-Chadeau, chargée d'études et de recherche insertion professionnelle des jeunes à l'institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP) : Je vais laisser la parole à Ludovic Le Goff. Les deux actions se rejoignent. La CCI propose d'aller à la rencontre des jeunes en établissement scolaire et va un peu au-delà. En effet, vous proposez un concours. Vous avez un manga sur l'esprit d'entreprendre, sur la création d'entreprise. Racontez-nous comment une CCI peut prendre part à une dynamique comme celle-ci.

Ludovic Le Goff, élu à la CCI de l'Essonne, référent sur l'action sensibilisation des jeunes à la création, fondateur et président de la société ADN, activités, découverte et nature : Il faut beaucoup de temps pour devenir jeune. J'ai découvert ça il n'y a pas très longtemps et ça m'a rassuré que c'était Picasso qui disait ça. L'opération de la chambre de commerce dure depuis une dizaine d'années. Je suis également membre de l'association d'entrepreneurs CJD, Centre des jeunes dirigeants. J'ai demandé à des copains entrepreneurs d'aller dans les écoles de la 3^e à l'université, mais dans une posture de recevoir, de passer un temps avec les élèves et les enseignants en se disant : je vais aller là-bas pour apprendre au contact des jeunes. Ça crée une ambiance intéressante. Les jeunes s'autorisent des questions enrichissantes pour eux comme pour l'enseignant et l'entrepreneur. L'objectif est de passer du comment au pourquoi. Si on envisage les bonnes raisons pour se lever le matin, l'entrepreneuriat peut en être une. Il y en a 1 000 autres. Ces moments de partage se font également autour du jeu. Dans le cadre de cette opération, j'enseigne aussi dans un IUT la création d'entreprise. Pour offrir la possibilité aux jeunes de se découvrir, de découvrir la relation avec l'autre, il y a plein de jeux de management qui permettent de voir l'importance de la relation avec l'autre. L'entrepreneuriat offre la possibilité de passer de « je suis dans un embouteillage » à « je suis l'embouteillage ». Je ne suis pas dans un système, je suis le système. Cela permet d'envisager que cette posture d'entrepreneur peut permettre d'être encore un peu plus acteur. Ces rencontres et ces échanges permettent aux jeunes de prendre conscience de leur puissance, de leur énergie. On leur laisse de la place. Entrepreneur, c'est animateur et c'est laisser faire. Laisser faire, c'est difficile, ce n'est pas ne rien faire. C'est laisser faire pour que les choses se fassent d'elles-mêmes. Cette approche est d'une grande complexité. On ne trouve jamais. Il faut accepter d'être chercheur.

Dans cette petite organisation avec la chambre de commerce, on a aussi imaginé un manga qu'on remet aux 3^e. Comme dans les maternités, il y a des petits kits qu'on offre aux mamans, j'aimerais qu'on offre un kit : votre petit est un entrepreneur en devenir. C'est en quoi il peut être acteur. C'est pour dire que c'est plein de contraintes et de barrières qui ne nous autorisent pas à le devenir. Je l'ai été deux fois tout jeune sans m'en rendre compte. A 21 ans, j'ai fait partir des gamins en colos, je continue à le faire au bout de 27 ans, en classe de découverte, en séjour linguistique. On en fait partir

10 000 chaque année. On organise un concours où ils ont des idées extraordinaires. Un exemple : un économiseur d'eau. C'est un sablier de cinq minutes qu'on met dans la douche quand on commence à se laver. Si on se lave en cinq minutes au plus, on économise 100 euros par an. Les gamins ont imaginé ce concept. Ils ont traduit la notice en espagnol. Ils sont allés le vendre en Allemagne. Ils sont venus le présenter à la chambre de commerce dans une salle de 500 personnes. Ça nous permet de prendre conscience qu'on n'a aucune inquiétude, qu'on a des jeunes bourrés de talent, d'envie. Il faut qu'on leur laisse de la place. Nos interventions leur permettent de s'autoriser à rêver. En effet dans notre culture, quand on a passé l'âge de 4 ans et qu'on rêve, on passe pour un guignol. Quand je vais les voir, je leur dis de rêver. C'est le but de la stratégie. On s'allonge par terre et on imagine un truc délirant. Einstein disait que si l'idée n'est pas absurde, elle est sans avenir. Ayez des idées absurdes et folles.

Angélica Trindade-Chadeau, chargée d'études et de recherche insertion professionnelle des jeunes à l'institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP) : Merci à tous les quatre pour ces quatre expériences très différentes et complémentaires. On se rend compte que des acteurs interviennent à des moments très différents du processus.

Olivier Josse, responsable du service jeunesse en charge de la politique jeunesse à Saint-Herblain en Loire-Atlantique, une métropole : On a vu que beaucoup d'acteurs de la jeunesse traduisent la jeunesse sous la forme de loisirs, farniente. Aujourd'hui, on la traduit dans la relation de l'entreprise et de l'insertion professionnelle et sociale. Les statistiques des moins de 25 ans sont assez alarmantes dans ces domaines. On a tenté l'expérience de la création de coopératives jeunesse de service. C'est un projet québécois. Ça s'est passé cet été. C'est douze jeunes qui se réunissent pour créer leur propre activité sur deux mois. Ils ne se connaissent pas. Ils postulent soit par SMS, soit par mail. Pas de CV, pas de lettre de motivation. Ils ne savent pas le faire. Ils sont plutôt lycéens de 16 à 18 ans. Ils sont accompagnés par la SCOP L'ouvre-boîte 44. Notre collectivité appuie et finance ce projet d'entreprise. Ils vont intervenir auprès des particuliers ou des entreprises. Au préalable, il y a un travail de réseau d'entreprises. Je m'occupe aussi de développer le réseau d'entreprises auprès du service jeunesse. Dans notre commune, il y a des grosses entreprises comme KAPPA, Apple, Airbus etc. Tous ces gens sont bienveillants. C'est douze à quinze jeunes qui vivent pendant deux mois avec une semaine de congé chacun. Ils s'engagent. Ils ont un vrai contrat d'appui auprès de la DIRECCTE. Ils créent leur entreprise pendant deux mois. Ce sont les coopératives jeunesse de service, expérimentales du côté de l'ouest. Ces jeunes ont trouvé un intérêt à vivre la création d'entreprise auprès de particuliers ou d'entreprises plutôt que de partir pour un programme de vacances. Je pense qu'on en entendra parler. C'est ce qu'on souhaite développer.

Angélica Trindade-Chadeau, chargée d'études et de recherche insertion professionnelle des jeunes à l'institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP) : Je ne connaissais pas. On voit apparaître de plus en plus l'appui des collectivités territoriales à tous les niveaux au soutien à l'entrepreneuriat au sens large qui commence le plus souvent par le soutien au projet.

Charlotte Gaillard, déléguée régionale pôle sud-est de l'association 100 000 entrepreneurs : 100 000 entrepreneurs travaille avec Ouvre-boîte 44. C'est mon homologue à Nantes. Je voudrais connaître ce qui se passe en Ardèche.

Ludovic Le Goff, élu à la CCI de l'Essonne, référent sur l'action sensibilisation des jeunes à la création, fondateur et président de la société ADN, activités, découverte et nature : C'est passionnant. A la fin de votre intervention, vous avez dit qu'ils avaient fait ce choix plutôt que des vacances. Je me dis : et si c'était des vacances ? Osons le bonheur en entreprise et imaginons qu'on puisse gagner sa vie en prenant son pied et que travailler ne doit pas être pénible. Pour moi, c'est des vacances que de pouvoir faire un truc qu'on a envie de faire et d'être acteur.

Angélica Trindade-Chadeau, chargée d'études et de recherche insertion professionnelle des jeunes à l'institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP) : Est-ce que, dans le milieu de l'animation, des professionnels de jeunesse au sens large, ce n'est pas un tabou de parler de l'entreprise ?

Participant dans la salle : Je suis d'une collectivité, mais je n'ai pas cet historique de collectivité. Je viens d'un milieu familial d'entreprise. Donc, j'ai un parcours et une vision atypiques. C'est difficile de faire entendre ce milieu-là parce que les gens sont tellement bercés dans ce milieu de l'éducation populaire. Cette connaissance de l'entreprise n'existe pas beaucoup. Il est important d'en discuter avec les gens de l'éducation populaire de ce moyen d'insérer les jeunes dans le milieu professionnel et notamment les jeunes les moins diplômés.

Dominique Tajana, directrice de la mission locale de Moulins : Je travaille avec l'IUT notamment sur l'espace créateur. On accompagne des jeunes de 16 à 26 ans dans des projets de création d'activité. Il y a quelques années, on a travaillé dans un programme EQUAL européen sur la création d'écoles de l'entrepreneuriat. Elles ont fait émerger des sensibilisations à l'esprit d'entreprendre et de l'accompagnement à la création d'activité. Dix écoles se sont succédé en trois ans. Dans le sens de ce que vous venez de dire, on a mesuré qu'on avait un résultat de 70% de retour à l'emploi et de 10% de création d'activité. C'est aussi une dynamique réelle pour se remettre dans l'emploi. On y croit beaucoup pour l'insertion des jeunes. À la mission locale, c'est un de nos types d'action. C'est une voie très importante pour remettre les jeunes dans le projet.

Christine Roussat, maître de conférences à l'institut universitaire de technologie d'Allier : On y croit d'autant plus, Madame Tajana, qu'on a un projet commun dans le cadre des programmes PEPITE et qu'on espère décliner cette pédagogie à l'entrepreneuriat pour des publics non diplômés, des publics d'insertion.

Mélanie Suhas, association Jets d'encre : Cette association promeut et défend la presse d'initiatives jeunes. Nous vous avons fourni le POP, journal que vous avez vu aujourd'hui. Notre association de jeunes est gérée par des jeunes. Notre vision de l'entrepreneuriat est celle que l'on a quand on écoute le témoignage de Marie. On est des jeunes qui font l'association. Je suis un contre-exemple parce que je suis la déléguée générale, que je suis salariée et que je suis la plus vieille. Mais le conseil d'administration a 19 ans. On a des jeunes entre 16 et 25 ans. Notre président a 20 ans. Quand j'ai entendu la présentation de la formation du DUT, j'ai bien compris qu'il y avait un stage et une notion de réseau. Quand on a présenté 100 000 entrepreneurs, j'ai bien compris qu'il y avait l'envie de susciter l'envie par des témoignages tels que celui de Marie. On est une association de jeunes gérée par des jeunes. Tous les administrateurs passés par Jets d'encre sont journalistes, profs, dans le monde politique, membres de la communauté éducative ou de la politique jeunesse. Ils sont devenus entrepreneurs de leur vie. Y a-t-il des dispositifs dont vous ne nous auriez pas parlé qui existent autour de vous ou vous faites le mécanisme ? Faites-vous un relais pour que le jeune, à qui l'entrepreneur a donné envie de monter une boîte, tente quelque chose ? Jets d'encre est un laboratoire. Les gens viennent. Ils essayent. Certains échouent et repartent. Mais la majorité fonctionne bien. Est-ce qu'en plus de ce que vous enseignez, suscitez-vous ? Quand on écoute le témoignage de Marie, on est motivé. Il y a beaucoup de dispositifs pour l'insertion professionnelle. Ici, on va faire un concours de celui qui a le meilleur dispositif. Mais je voudrais vous demander où les jeunes font réellement et s'ils ont le droit d'échouer.

Charlotte Gaillard, déléguée régionale pôle sud-est de l'association 100 000 entrepreneurs : L'action de 100 000 entrepreneurs est du témoignage. Notre idée est d'être en tout début de chaîne, d'ouvrir le champ des possibles, d'insuffler une envie. C'est ce qu'on sait faire. On a réalisé 1 850 interventions l'année dernière auprès des scolaires dans l'ensemble du territoire, ce qui fait 10 interventions de 100 000 entrepreneurs par jour scolaire. On est dans l'idée de systématiser ces rencontres. Mais toutes les associations qui œuvrent comme vous, comme nous, pour l'accompagnement à l'entrepreneuriat sont fédérées dans le mouvement Entrepreneurs demain. Il n'y a pas de trésor de guerre. On travaille tous. On a tous des spécificités et des actions qui sont complémentaires. Au collège et au lycée, il y a 100 000 entrepreneurs, il y a Entreprendre pour apprendre qui est de la sensibilisation à l'entrepreneuriat par la création de mini-entreprises. Il y a ce qui existe dans l'enseignement supérieur et tous les réseaux d'accompagnement. Cela crée une chaîne où, au fur et à mesure que l'élève grandit, il a des dispositifs à lui, au début pour faire naître l'envie, ensuite pour lui permettre de tester et éventuellement pour concrétiser un projet et le mettre en œuvre. On est tous dans un mouvement unique Entrepreneurs demain. La question de l'échec revient tout le temps. Quand on déroule notre parcours, on est habitué à gommer un peu les déceptions, les échecs pour essayer de donner une congruence. On demande aux intervenants de ne pas mettre leurs

déceptions, leurs échecs parce que les élèves qui sont là ont, pour certains, le sentiment d'être en échec à cause de difficultés dans le cadre scolaire et ont l'impression que c'est définitif. Il ne faut pas omettre les déceptions, les échecs et comment on réévalue ses objectifs.

Angélica Trindade-Chadeau, chargée d'études et de recherche insertion professionnelle des jeunes à l'institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP) : Il y a la nécessité de dédramatiser la peur de l'échec en disant que l'échec n'en est pas un. Si ça ne marche pas, on aura quand même appris des choses.

Charlotte Gaillard, déléguée régionale pôle sud-est de l'association 100 000 entrepreneurs : On travaille avec les établissements scolaires. C'est intégré à leur projet pédagogique. On a deux publics : le professeur et la classe. Quand l'intervention 100 000 entrepreneurs a été appréciée, on a un taux de quasiment 100%, on est là en prescripteur. On leur parle de tous ces partenaires qui existent. Apprendre à entreprendre et entreprendre pour apprendre concerne une classe. Ils ne peuvent pas mettre des parrains dans chaque classe pour une création mini. C'est trop.

Angélica Trindade-Chadeau, chargée d'études et de recherche insertion professionnelle des jeunes à l'institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP) : Pour compléter, quelle que soit la structure qui intervient, elle intervient à la demande d'un établissement, d'un prof. Ils sont volontaires. Pour que le projet se pérennise, c'est conditionné à cette volonté-là.

Christine Roussat, maître de conférences à l'institut universitaire de technologie d'Allier : Pour les étudiants qu'on accueille en licence, je souscris à ce que Charlotte a dit. Ce n'est pas notre métier d'accompagner vraiment le projet. À Moulins, Madame Tajana le fait beaucoup mieux que moi. Son service a une expertise en la matière qui est incontestable pour nous sur le plan local. On a aussi le plan entrepreneuriat étudiant. On ne peut pas se substituer aux deux. Je considère que mon rôle après la licence, puisque telle est votre question, c'est de rester à l'écoute. Effectivement, on peut intervenir sur un point d'expertise. Une de nos étudiantes a créé une entreprise il y a deux ans. Elle m'a contactée pour l'aider à faire son plan de développement commercial. Je sais faire. Je l'ai fait avec elle. Mais elle m'a demandé de faire son budget prévisionnel. Je sais moins bien faire. Je l'ai renvoyée vers un collègue. Il s'agit pour nous d'aiguiller vers des collègues experts ou vers des structures. C'est important. Ce qui me paraît important dans ce que vous avez dit, c'est la notion d'association. On recrute des jeunes gens de parcours extrêmement variés avec des BTS et des DUT de tous horizons. Ils ont un point commun révélateur qui est qu'ils sont souvent très investis dans une association du territoire dont ils sont originaires. Ils ont déjà cette logique de prendre en main les choses. Sur l'accompagnement après, Marie dirait peut-être mieux. Pour moi, l'entrepreneuriat qu'il soit en création ou l'intra-prenariat d'une entreprise, c'est aussi l'autonomie. Des jeunes choisissent de faire une année universitaire avec nous, c'est à nous de les faire mûrir pour qu'ils prennent vraiment leur envol. Sur la question de l'échec, pour moi l'échec ne serait pas quelqu'un qui n'aurait pas réussi à créer ou à mener à bien son projet. Ce serait quelqu'un qui viendrait me dire qu'il n'est pas heureux dans ce qu'il fait. C'est rarement le cas. Parfois l'intention d'un même de 20 ans de créer une entreprise ne se réalisera que 10 ans après. Ce n'est pas grave parce qu'entre temps il y aura des expériences de salariat, associatives ou autres qui vont contribuer à faire mûrir ce projet. Ça me paraît tout aussi respectable.

Marie Carraud, dirigeante de la SARL 304 Conseils : Je vais avoir le point de vue du consommateur. Quand je me suis interrogée sur la création d'entreprise, je l'ai fait de manière très scolaire. Je suis allée voir sur internet qui étaient les acteurs des dispositifs. Entre les acteurs nationaux, les acteurs en antenne régionale, locale, j'ai trouvé une somme astronomique d'interlocuteurs. Sur les dispositifs financiers, c'est pire encore. Il y a le critère de la revitalisation rurale, de l'âge, de la féminité, demandeur d'emploi ou pas etc. Des plates-formes se créent même pour centraliser et avoir en un point unique tous les dispositifs qui sont périmés parce qu'une loi est tombée. Ceci pour dire que c'est illisible. Pour moi du point de vue du consommateur, il n'y a pas de maillage miracle de l'accompagnement d'entreprise. Pourquoi ? C'est qu'on est dans une situation marketing territorial et que chacun tire la couverture à soi. On a tous un dispositif plus performant que celui d'à-côté et on est dans une logique contre-productive pour les porteurs de projets. BGE m'a dit venez avec moi parce que si vous restez dans mon incubateur au bout de six mois, vous vous transformez en société, ça m'intéresse parce que vous faites monter mes statistiques. A la fin tout le monde me donnait un conseil et je ne savais plus qui écouter. Mon filtre a été avec qui j'avais envie d'avancer. En effet, j'allais

forcément faire une connerie, manquer un prêt d'honneur, ne pas prendre le bon dispositif. Je ne pouvais pas choisir. C'est comme les 1 200 filières d'IUT pour trouver la bonne. Dans mon territoire, je me suis demandé qui avait une poignée de main ferme, me regardait dans les yeux et en qui j'avais confiance. Pour répondre à votre question, c'est comment vous allez rencontrer les gens, avec qui vous avez envie d'avancer, qui va déterminer le dispositif. Il y a un dernier élément déterminant. C'est très humano-dépendant. J'ai la chance avec mon activité d'être partout en France et Outre-mer où je constate que le con, je suis triviale, de la BGE dans le département est le mec le plus pertinent dans le département d'à-côté et vice et versa. On ne peut pas globaliser sur une structure. C'est du relationnel. On part dans l'aventure avec des gens et pas avec d'autres. Pourquoi ai-je dit que c'était ça hier, c'est ça aujourd'hui et que ce sera très certainement la même chose demain ? C'est que dans ces dispositifs on oublie la notion de service public. On est dans des enjeux de pouvoir et pas de vouloir. Quand on a des interlocuteurs qui ont le vouloir on va plus loin. C'est une interprétation de consommateur.

Chokri Badreddine, directeur éducation jeunesse, mairie de Moirans : Bonjour. J'ai une réflexion. Il existe plutôt des choses avant sur l'accompagnement des jeunes à créer leur activité. J'aurais envie de me placer sur l'après. Les collectivités territoriales, communes, départements, régions ont énormément de moyens financiers sur la question de l'investissement. Comment travailler à faire bouger les lignes et à faire en sorte que ces collectivités puissent être aussi des donneurs d'ordre, entre guillemets, pour ces créateurs d'activité. Par exemple, pour un jeune qui monte son activité de plomberie, comment lui faciliter les relations et comment les collectivités peuvent le faire travailler dans le cadre réglementaire. On a réussi à mettre des clauses sociales pour des gros chantiers. On a réussi à faire les emplois d'avenir. Juridiquement, ne pourrait-on pas réfléchir à quelque chose de cet ordre-là pour un jeune entre 16 et 30 ans qui monte son activité ? Au-delà de 15 000 euros, c'est un marché public. En dessous, c'est trois devis. Il y a plein de choses avant et très peu de choses, voire rien du tout, après.

Ludovic Le Goff, élu à la CCI de l'Essonne, référent sur l'action sensibilisation des jeunes à la création, fondateur et président de la société ADN, activités, découverte et nature : On a beaucoup d'outils après. La chambre de commerce accompagne les entrepreneurs jusqu'à la cession. On se prostitue pour accueillir des entrepreneurs. On est la maison des entreprises et en fait on ne l'est pas. On est dans des restrictions budgétaires draconiennes. J'espère que ça va nous faire grandir. Ma croyance est qu'on n'a pas besoin de moyens financiers ou d'usine à gaz pour avoir envie de se planter. Vous avez tous, comme moi, un rôle important dans cette évolution du paradigme de la peur de l'erreur. En quoi l'erreur est-elle le brouillon de la réussite ? Intellectuellement, on est tous d'accord avec ça. On le répète à nos jeunes à longueur de journée. En fait, le mec qui s'est planté ne va pas voir son banquier. Il a un trou dans le CV, il le bouche. On a une culture de l'erreur qui est terrible, l'erreur est impardonnable. Quand on passe la frontière, c'est l'inverse. Aux Etats-Unis, on ne vous prêtera pas d'argent pour créer votre boîte si vous ne vous êtes pas planté cinq fois sinon vous êtes considéré comme un débutant et vous n'avez rien appris. On est tous d'accord avec cette approche. Maintenant, il faut que ça puisse transpirer dans les murs. Ça ne va se faire du jour au lendemain. La réussite, c'est d'aller d'échec en échec et de pouvoir se relever. Je crois que c'est Churchill qui a dit ça. Chacun a eu sa petite phrase sur l'échec et la réussite. Nous, dans notre pays, dans notre culture, l'échec est insupportable. Il ne faut pas se tromper, alors qu'on sait tous que c'est dans ces moments-là qu'on apprend et que quand on réussit on n'apprend rien du tout. On a beaucoup d'outils. Il faut choisir. Je propose aux jeunes de ne pas essayer de faire le bon choix, mais de faire un choix et de s'organiser pour qu'il devienne le bon. Ça ne veut rien dire, mais c'est une manière d'appréhender les choses différemment.

Frédéric Touchet, association Le Moutard : Je suis peut-être hors sujet. Je pense qu'il y a à faire en amont. On travaille avec d'autres structures à un projet sur la thématique « Qu'est-ce que la valeur travail ? Qu'est-ce que l'entreprise et l'évolution de l'entreprise ? ». C'est réellement un sujet tabou comme vous le disiez. Les projets de ce type ne sont pas fléchés. Ce que vous avez dit a valeur d'exemple pour les jeunes. Mais on parle de métiers et les métiers sont dans les entreprises. Parler de l'entreprise est une vraie problématique. On creuse un peu dans des quartiers difficiles où on organise des débats d'enfants. J'ai entendu une petite fille demander la différence entre chômage technique et chômage partiel. On oublie que les familles sont confrontées au problème du chômage, que des enfants ne voient pas leurs parents travailler. Il y a quelque chose à faire sur la valeur travail. Je connais ce que vous faites. Pour les stages de 3^e, le département de l'Essonne a mis en place un système de

bourse de stage qui aide les jeunes. C'est en effet assez discriminant dans l'image que les jeunes ont de l'entreprise. D'autres départements comme l'Essonne donnent une chance en ouvrant son carnet d'adresses pour ouvrir les entreprises aux jeunes. On donne une image positive.

Cathy Soulas, conseillère en insertion sociale et professionnelle à la mission locale de Moulins : Je suis spécialisée dans la création d'entreprise. Je vais à l'IUT faire des animations auprès des licences ETR. J'ai aussi travaillé dans les écoles d'entrepreneuriat sur les projets européens. Je reçois un public jeune. Notre mission première n'était pas la création d'entreprise. Je voudrais revenir sur ce qu'a dit Marie. J'ai accueilli des jeunes qui disent qu'on ne leur a jamais appris à l'école à être chef d'entreprise. Il existe énormément de structures qui font de l'accompagnement à la création et on ne sait pas par qui commencer. Je veux dire à Marie qu'il existe en local des structures comme nous mission locale. Avec l'espace jeunes créateurs, en plus des modules de sensibilisation que j'anime, on a mis en place un accompagnement à la création. Je réunis deux à trois fois dans l'année un comité de suivi. J'invite 80 structures autour de la création d'activité. Ça va du Conseil régional au Conseil général, à la CCI, la chambre de métiers, les BGE, Auvergne active. On réunit toutes ces structures et les banquiers de notre territoire avec les porteurs de projets qui viennent présenter leurs projets. On travaille tous avec eux. Les porteurs de projets repartent tous avec un rendez-vous avec une couveuse d'entreprise, un banquier. Il y a une synergie qui réunit toutes les compétences dans le comité de suivi. Nos porteurs de projets trouvent ça super parce qu'ils se rendent compte que leur territoire s'intéresse à ce que font les demandeurs d'emploi, les porteurs de projets. C'est de multiples compétences qui sont autour de la table et qui sont réunis pour nos porteurs de projets. Il y a des actions locales.

Marie Carraud, dirigeante de la SARL 304 Conseils : Ça, c'est humano-dépendant.

Cathy Soulas, conseillère en insertion sociale et professionnelle à la mission locale de Moulins : C'est à l'initiative de la mission locale.

Dominique Tajana, directrice de la mission locale de Moulins : Autour de la création d'activité, il faut une synergie d'un ensemble d'acteurs sinon ça ne fonctionne pas. En effet, c'est un dédale immense de dispositifs. Chacun ne peut pas s'y retrouver. Il faut une synergie d'ensemble et que les structures travaillent ensemble pour orienter correctement les personnes sinon ça ne peut pas fonctionner, où que ce soit.

Séverine Maronne : J'ai travaillé 14 ans dans le cadre éducatif ville de Vichy, ville de Riom dans l'animation jeunesse. Je viens d'intégrer le conseil général. Je veux prendre appui sur ce qu'a dit Monsieur tout à l'heure. On a tendance à retransmettre à nos enfants, aux enfants les stéréotypes familiaux. Il est extrêmement difficile pour un enfant de 3^e de s'ouvrir à un secteur qui n'est pas celui des parents. Vous êtes ouvrier et vous voulez que votre enfant fasse un stage en médecine en 3^e. Ça sera difficile. Il y a le stéréotype social. Avec cette éducation judéo-chrétienne, je suis d'accord avec vous, on est forcément mauvais, oser dire qu'on ne sera pas fonctionnaire mais, oser dire qu'on ne sera pas entrepreneur, mais fonctionnaire sont des combats compliqués. Ma fille qui est en 3^e ne sait pas ce qu'elle veut faire. Mais il faut qu'elle trouve son stage. On marche sur la tête quand on parle d'ouverture, de découverte car les structures ne s'ouvrent pas, secret médical, secret professionnel, il ne faut pas faire ci, il ne faut pas faire ça. On met les gamines dans des crèches, les garçons dans des entreprises. Ce que je dis est très stéréotypé. Mais ça commence là. Et dix ans plus tard dire à un gamin qu'il a le droit d'entreprendre, c'est tard. Ces valeurs mériteraient d'être défendues beaucoup plus tôt. Ça nous appartient à tous.

Marie Carraud, dirigeante de la SARL 304 Conseils : Je voudrais réagir à ces deux trucs. Ça fait partie des trucs qui me donnent envie de vomir. J'ai des enfants à la maison entre 19 ans et 19 mois. Celui de 17 ans me voit monter l'entreprise et il constate l'effort. Il voit qu'il n'y a pas toujours des épinards dans l'assiette. Il ne pense même pas au beurre parce qu'il voit qu'il n'y a pas l'étape d'avant. Ça le fait mouliner. Il attaque sa rentrée en première en filière STMG. Management, gestion, économie, entreprise ce sont ses matières. Il a commencé à glisser. J'ai peut-être vrillé le schéma. Il m'explique que le mercredi il a une heure de cours et que le vendredi il termine à midi. Comment expliquer à un gamin qui a la flemme parce qu'il a 17 ans que c'est normal qu'on établit un planning où surtout le mercredi on travaille le moins possible et le vendredi on s'arrange pour qu'il soit en RTT comme tout le monde.

Marie-Thérèse Obritin, Responsable du Pôle Lutte contre les Exclusions et Promotion de la Santé, département du Nord : Je voudrais revenir sur l'après. On a dit qu'il était important de savoir continuer après un échec. Ce n'est pas donné à tout le monde. Dans le département du Nord, on a aussi beaucoup soutenu les auto-entrepreneurs. On a travaillé avec les missions locales, la BGE, les collectivités, les associations qui peuvent nous aider à faire tomber notre taux de chômage. On constate que des jeunes qui ont créé leur entreprise ne dégagent pas de revenus au bout de deux ans. Et ils demandent le RSA. On doit donner cette allocation à des personnes qui maintiennent leur activité parce qu'elles y croient. Je me vois mal dire à des personnes d'arrêter leur activité qui ne dégagent pas de revenus, d'en prendre une autre sinon on ne pourra pas continuer de leur verser le RSA. Comment aider ces personnes qui ont un projet qui les a portés et qui ont toujours envie d'y croire ?

Ludovic Le Goff, élu à la CCI de l'Essonne, référent sur l'action sensibilisation des jeunes à la création, fondateur et président de la société ADN, activités, découverte et nature : Je ne savais pas que c'était possible. Si ça peut être un coup de main, pour moi ça a du sens.

Marie-Thérèse Obritin, Responsable du Pôle Lutte contre les Exclusions et Promotion de la Santé, département du Nord : On maintient l'aide à la structure pendant deux ans.

Ludovic Le Goff, élu à la CCI de l'Essonne, référent sur l'action sensibilisation des jeunes à la création, fondateur et président de la société ADN, activités, découverte et nature : D'un côté éducation et culturel, il y a un autre truc à découvrir. Etre chef d'entreprise est un métier aussi technique qu'être prof de math. Ça ne s'invente pas. Le management qui n'est pas très ancien dans les écoles de commerce. Il peut s'apprendre ailleurs que dans les écoles de commerce. On est en train de bouleverser notre approche managériale. On ne fait pas bien quelque chose parce que quelqu'un nous a demandé de le faire. On fait bien quelque chose parce qu'on a une bonne raison de la faire. On commence à foutre les organigrammes en l'air. Si notre chef nous demande de faire un truc, on va le faire souvent pas bien. Des chercheurs commencent à sortir des chiffres et disent que dans nos entreprises on a les collaborateurs mais on a aussi les parties prenantes, de plus en plus on va travailler avec des clients, des fournisseurs, des sous-traitants. La relation avec ces gens-là crée un contexte pour qu'ils aient envie de voyager avec nous et de construire un projet. C'est une appréhension de la relation avec l'autre qui est à construire. On a encore cette image du patron. Envisager la délégation inversée, c'est-à-dire que je me considère comme étant au service de mes collaborateurs. Ce n'est pas moi qui les paye, c'est eux qui me payent parce que je suis le seul à ne pas être productif. Je suis au bureau une fois par semaine pour qu'ils ne m'oublient pas. Je crée les conditions pour qu'ils aient envie d'avoir envie. C'est de l'auto-motivation. Ça se réfléchit, ça s'apprend. C'est ça le métier de chef d'entreprise. Même si on est un, on fait le même métier. C'est celui d'animateur pour créer des conditions pour qu'il y ait de l'envie. Ça peut être une porte ouverte pour accompagner vos créateurs d'entreprise de prendre un temps de réflexion sur ce qu'est être entrepreneur. Pour moi, c'est être animateur, c'est créer les conditions de la fertilité, d'avoir des fondamentaux qui vont permettre d'avancer. C'est aussi essayer d'être le moins possible dans l'opérationnel. Quand on est un c'est possible parce qu'on peut confier des missions pour avoir le temps de la réflexion, s'autoriser à rêver. Quand on est dans l'opérationnel la tête dans le guidon, c'est un autre métier. Ce n'est pas celui d'animateur ou d'entrepreneur.

Christine Roussat, maître de conférences à l'institut universitaire de technologie d'Allier : Je voudrais revenir sur le propos de Séverine du Conseil général sur le stage de 3^e. Je ne veux pas nier les inégalités d'accès au stage. Mais j'ai une expérience inverse. J'habite dans la Nièvre. L'Allier à côté c'est Vegas. Ma famille pilote un certain nombre de PME. Et jamais quelqu'un ne leur demandait de stages en 3^e. Pourtant ce sont des agences de voyage, ce qui est plutôt fun. On est allé voir le principal du collège des enfants et maintenant ça marche. Au-delà de l'accès, il y a une vraie problématique de champ des possibles. J'ai découvert les carnets de la réussite. C'est un dispositif d'ouverture de champ des possibles qui est financé par le ministère de l'Éducation nationale et le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche. Notre licence est une tête de cordée, c'est-à-dire que pendant l'année on pilote un groupe de mômes qui viennent de seconde, première, terminale, 1^{ère} année de BTS. Ils peuvent aussi venir de collèges. C'est ce que fait une autre cordée de l'IUT d'Allier sur les métiers du transport. Ce sont des enfants repérés par les établissements sources comme étant des enfants qui pourraient accéder à l'enseignement supérieur mais qui ont un plafond de verre qui peut être socioculturel, géographique. Dans l'Allier, les gens qui vivent au fond de la montagne bourbonnaise qui

prennent le car scolaire le matin à 6h30 et qui rentrent le soir à 19h n'ont pas l'ouverture, selon leur milieu ensuite, sur ce qui se passe dans les établissements scolaires qu'a un même qui vit en ville, qui passe tous les jours devant l'IUT, les BTS. Dans la cordée, on a eu une jeune femme en terminale qui avait eu un bébé. Ça fait partie des choses déstabilisantes pour la vision de son futur. On fait des activités avec eux sur la notion d'entreprendre dans le territoire dont l'unique objectif est de leur prouver que l'enseignement supérieur est possible. Ces dispositifs sont sympas. Les étudiants de licence trouvent aussi leur intérêt dans ce parrainage. Ça leur donne l'impression de rendre un peu l'accompagnement dont on les fait bénéficier. C'est assez équitable.

Angélica Trindade-Chadeau, chargée d'études et de recherche insertion professionnelle des jeunes à l'institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP) : Je voudrais mentionner une expérimentation menée par le ministère de l'Education nationale dans le cadre des fonds d'expérimentation de la jeunesse entre 2012 et 2013. Ça consistait à développer l'esprit d'entreprendre dans l'enseignement secondaire. Il fallait que les établissements et les enseignants soient volontaires pour faire découvrir le milieu de l'entreprise et l'entrepreneuriat aux élèves. Cela pour dire que pour que les enseignants parlent tôt du travail en entreprise et évoquent le tabou, ce n'est pas un tabou que dans l'animation, il faut qu'ils aient eu cette information et qu'ils ne soient pas dans une représentation négative de l'entreprise. Si les enseignants des enfants qui ont 10, 11, 12 ans pensent que l'entreprise n'est pas viable, ces enseignants pour la plupart sont sortis directement de l'université pour enseigner, ils ne peuvent pas véhiculer une autre image.

Ludovic Le Goff, élu à la CCI de l'Essonne, référent sur l'action sensibilisation des jeunes à la création, fondateur et président de la société ADN, activités, découverte et nature : Mon directeur départemental de l'Education nationale me dit que les enseignants ont peur de l'entreprise. Il exagère, mais quand on va dans les écoles, on est attentif à ça.

Christine Roussat, maître de conférences à l'institut universitaire de technologie d'Allier : Je ne sais pas si les enseignants ont peur de l'entreprise dans le secondaire, pas à l'université en sciences de gestion, ce serait dommage. Je pense qu'ils n'ont pas que ça à faire. Leur métier est difficile. La seule chose qu'on peut attendre d'eux, de mon point de vue, est qu'ils soient réceptifs aux actions comme celles de Charlotte ou comme celles de Ludovic et qu'ils y portent un regard bienveillant, notamment dans les classes de STMG ou dans les options SES en seconde. C'est au terrain de faire ce boulot. On ne demanderait pas à un enseignant de valoriser les activités culturelles. Par contre, on va lui dire que c'est bien qu'il accompagne une sortie au théâtre. On ne peut pas attendre d'eux qu'ils fassent de la sensibilisation à l'entreprise. Ce n'est pas leur job. Mais on attend qu'ils soient bienveillants à ce que les uns et les autres peuvent proposer.

Angélica Trindade-Chadeau, chargée d'études et de recherche insertion professionnelle des jeunes à l'institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP) : Il s'agit surtout de ne pas véhiculer une image négative. Mais les constats sont là-dessus d'où l'expérimentation de l'Education nationale dont je vous parle. Le rapport du CREDOC est disponible sur le site du fonds d'expérimentation de la jeunesse. Il montre qu'il y a des freins réels pour développer ça même si les choses avancent et que ça dépend des territoires, des établissements et des personnes.

Marie Carreaud, dirigeante de la SARL 304 Conseils : Je voudrais revenir sur cette histoire de pouvoir et de vouloir de tout à l'heure. Maintenant que je suis installée, je travaille avec des collectivités qui me demandent comment redynamiser leur territoire. Dans le Cantal, la population diminue. Les élus sont inquiets et se demandent quoi faire. Ils se sont posé la question il y a quelques années. Ils ont répondu : télé-centres, maisons des services. Ils se disaient qu'ils allaient créer des structures pour rassembler plein d'interlocuteurs. Mais ça ne fonctionne pas. Et ça n'a pas changé la problématique de diminution de la population et de l'installation d'entreprises dans les territoires ruraux. Dans le Cantal c'est pire que la Nièvre et les autres réunis. Il n'y a pas d'autoroute, pas de trains, pas d'internet, pas grand-chose. Il y a plein de jolies choses, mais pas des choses facilitantes pour le tissu entrepreneurial industriel. Il y a quand même des possibilités, des envies d'entreprendre et des richesses. Les maisons des services ont échoué parce que tantôt la chambre de métiers fait une intervention le lundi de 10h à 12 h et la chambre de commerce tient une permanence le mardi de 13h à 14h etc. Le porteur de projet va à l'une des permanences, on lui dit que ce n'est pas tout à fait ça, il va à une deuxième et finalement il va en ville préfecture pour faire le tour des boîtes. Les maisons des services étaient la fin d'un schéma.

Les élus m'interpellent pour me demander comment relancer un projet de redynamisation du territoire par rapport au levier entrepreneurial. Je bosse aussi avec l'interco proche de Saint-Herblain. C'est partout pareil. Si tous les habitants du Cantal s'étaient donné comme objectif de faire installer une personne dans le Cantal, en 60 ans, parce qu'on sait valoriser notre territoire, on ne diminuerait plus. Vouloir vraiment et porter positivement les choses, on est déjà sur des déclencheurs et des facilitateurs qui sont au-delà de l'outil. Une phrase dit qu'il faut mettre la culture avant les moyens. C'est aussi bien de parfois prendre les choses par ce bout-là.

Jean-Marc Dumont, animateur territorial Allier, conseil régional d'Auvergne : Je suis animateur territorial pour la formation professionnelle dans l'Allier pour le compte du Conseil régional. Je me moque aussi de ma collègue du Cantal le lundi. Il y a des expériences positives notamment dans la communauté de communes de Murat sur le développement numérique qui redynamisent un territoire même si c'est dans le Cantal et qu'il y a peu d'habitants.

Marie Carraud, dirigeante de la SARL 304 Conseils : Il y a des exemples positifs. Je ne veux pas caricaturer le Cantal. Je fais la même chose avec Nantes. C'est porter du positif. Ces territoires l'ont compris.

Angélica Trindade-Chadeau, chargée d'études et de recherche insertion professionnelle des jeunes à l'institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP) : Pour clore l'atelier, je voudrais demander aux intervenants de revenir sur l'intitulé de l'atelier : Apprendre à entreprendre et entreprendre pour apprendre. Le mot de la fin de chacun d'entre vous.

Christine Roussat, maître de conférences à l'institut universitaire de technologie d'Allier : Vous avez dit que les enseignants quittent l'université pour rejoindre leurs fonctions immédiatement. C'est on ne peut plus vrai. J'ai eu la chance de faire une école de commerce avant mon doctorat et j'ai rejoint immédiatement le monde de l'enseignement. J'avais un peu bossé dans le privé mais pas beaucoup. Ça m'a longtemps posé un problème d'illégitimité par rapport à l'enseignement de la gestion d'entreprise. Par bonheur, depuis 10 ans, j'accompagne le développement économique d'un certain nombre de PME par des actions de développement commercial notamment. J'ai beaucoup appris en le faisant. Je suis intervenue sur apprendre à entreprendre puisque c'est mon cœur de métier d'enseignante. Mais en entreprenant au sein de TPE, j'ai énormément appris. Je trouvais la formulation de l'atelier un peu débile et pas très marketing. Elle est plutôt pertinente.

Ludovic Le Goff, élu à la CCI de l'Essonne, référent sur l'action sensibilisation des jeunes à la création, fondateur et président de la société ADN, activités, découverte et nature : J'ai deux phrases qui disent l'inverse et qui me donnent du sens dans mon métier d'entrepreneur. Sénèque dit qu'il n'y a pas de vents favorables pour celui qui ne sait pas où il va ou pas de port pour celui qui ne sait pas où il va. La notion est qu'il faut savoir où on veut aller pour y aller. Christophe Colomb dit qu'on ne va jamais aussi loin que quand on ne sait pas où on va. Les deux phrases sont intéressantes. Il faut les accepter toutes les deux. Il faut envisager d'inviter nos jeunes à apprécier l'instant présent. La pleine conscience fait partie de thèmes qui reviennent de plus en plus. Ça peut leur donner de la confiance en eux de prendre le temps de regarder, d'écouter et d'envisager que tout ce qu'ils sont c'est énorme. Ça peut les aider à croire et à avoir envie d'être acteurs.

Charlotte Gaillard, déléguée régionale pôle sud-est de l'association 100 000 entrepreneurs : De l'expérience qu'on retire à 100 000 entrepreneurs, je dirai que l'esprit d'entreprendre est quelque chose de bien réparti. On parlait de déterminisme social, mais on s'aperçoit qu'on en trouve des gens qui ont l'esprit d'entreprendre dans tous les secteurs, dans tous les milieux. Après on peut apprendre à le développer et à le mettre en œuvre. Mais on le retrouve en chacun.

Marie Carraud, dirigeante de la SARL 304 Conseils : Je vais très modestement passer derrière Sénèque et Christophe Colomb. OSEO qui est maintenant la banque publique d'investissement avait organisé un concours il y a un an et demi sur ce qu'était la définition d'entreprendre. J'ai donné mon sentiment immédiat parce que j'étais dans ma phase de transition pas facile. J'avais le sentiment d'être ni fonctionnaire ni chef d'entreprise. J'ai résumé ça en un truc qui m'a permis de faire des rencontres incroyables. C'est : Entreprendre c'est être plutôt qu'avoir et faire plutôt que dire. Ça m'est resté chevillé au corps parce que cette phrase de salle de bain m'a permis de gagner le concours, de rencontrer le

PDG d'OSEO, de participer à des trucs monstrueux juste parce qu'un jour j'ai dit un truc qui est partagé par tout le monde. Ça résume le plus tout ce qu'on s'est dit aujourd'hui.

Angélica Trindade-Chadeau, chargée d'études et de recherche insertion professionnelle des jeunes à l'institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP) : Merci à tous les participants et aux intervenants.